



### Informations du Guatemala

2<sup>e</sup> Année, n°96

du 26 octobre au 1 novembre

#### POLITIQUE

Assassinat d'un député

Deux professeurs assassinés

L'Université accuse le gouvernement

Représailles contre l'Université

Assassinat d'un citoyen américain

Les hommes politiques s'insurgent contre la violence

L'Ambassadeur américain, horrifié

La violence est un obstacle à la participation politique

Le gouvernement récuse les dénonciations

L'ONU invite instamment à la signature de l'Acte de Paix

#### ECONOMIE

Annulation d'un prêt

Chaos au sein du secteur touristique

Les démarches auprès du FMI se soldent par un échec

#### CONTRE-INSURRECTION

20 000 paysans dans des bourgades militarisées

De nouveaux équipements sont prévus pour la police

#### INSURRECTION

Combats dans les zones où opère l'ORPA

Actions menées par l'EGP

#### DROITS DE L'HOMME

CDHG : pour la suppression des prisons clandestines

Menaces de mort à l'encontre d'universitaires

Opérations de siège et de contrôle

Droit d'admission pour les organismes humanitaires

Le gouvernement rejette la pétition de la CDHG

4 P 12.315

POLITIQUE

ASSASSINAT D'UN DEPUTE

Le député Santos Hernandez et deux de ses gardes de corps ont été assassinés le 26 octobre dans la ville de Guatémala.

Hernandez avait été élu député en juillet dernier par le Front de l'Unité Nationale -FUN- et par la suite, toujours sous l'impulsion reçue lors de son élection par ce même parti, il prit part au Mouvement de Libération Nationale -MLN-.

Les deux groupements d'extrême-droite s'accusent mutuellement en se rejetant la responsabilité de l'assassinat d'Hernandez. Cependant d'autres secteurs politiques y voient une tentative d'intimidation que l'armée cherche à provoquer auprès des candidats aux élections.

DEUX PROFESSEURS ASSASSINES

Vitalino Coronado, doyen de la Faculté d'Economie de l'Université Nationale de San Carlos, et le Professeur d'économie Carlos de Leon Gudiel ont été assassinés les 26 et 27 octobre.

Des hommes armés, au volant de véhicules non-immatriculés, ont ouvert le feu sur les deux professeurs dans des rues passantes de la capitale.

L'UNIVERSITE ACCUSE LE GOUVERNEMENT

Le 28 octobre, un communiqué émanant de Conseil Supérieur Universitaire, organe suprême de l'Université Nationale de San Carlos, accusait "les forces de sécurité du gouvernement d'assassiner impunément dans le but d'engendrer l'inquiétude et l'angoisse au sein de la population guatémaltèque".

L'Université exige que le gouvernement "démantèle les groupes répressifs qui assassinent Professeurs et citoyens dont le seul crime est d'aspirer au bien-être de la population".

REPRESAILLES CONTRE L'UNIVERSITE

Les autorités universitaires ont fait savoir que 3 étudiants furent blessés le 29 octobre lorsque des éléments des forces de sécurité gouvernementale ont ouvert le feu, aveuglément, dans l'enceinte de l'Université Nationale. Elles ont ajouté qu'il s'agissait là d'un acte de représailles car l'Université avait dans un communiqué du 28 octobre rendu le gouvernement responsable de la violence qui frappe le pays.

ASSASSINAT D'UN CITOYEN AMERICAIN

Peter Hessfer Wolf, citoyen américain, a été tué par balles, le 28 octobre dans une rue de la capitale guatémaltèque.

L'Ambassade des Etats-Unis a confirmé la mort de Hessfer Wolf, membre du Corps de Paix.

LES HOMMES POLITIQUES S'INSURGENT CONTRE LA VIOLENCE

Les dirigeants des partis politiques qui participent au processus électoral ont protesté au cours de la dernière semaine d'octobre contre ce qu'ils qualifient unanimement de "violence sans modération" dans laquelle se trouve plongé le pays. Ils s'inquiètent, en outre, de l'impact négatif qu'une telle violence peut avoir sur l'image de marque du pays à l'échelle internationale.

Dès lors, l'Assemblée Nationale Constituyente s'est réunie en une session d'urgence le 29 octobre, aux fins d'analyser la situation politique actuelle, et s'est adressée au gouvernement pour obtenir des garanties envers les députés.

#### L'AMBASSADEUR AMERICAIN, HORRIFIE

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Alberto Martinez Piedra, s'est déclaré, le 30 octobre, "profondément attéré, horrifié et épouvanté" face aux progrès accomplis par la violence politique au cours de la dernière semaine d'octobre.

#### LA VIOLENCE EST UN OBSTACLE A LA PARTICIPATION POLITIQUE

Vincio Cerezo, candidat présidentiel pour la Démocratie-Chrétienne, a déclaré le 29 octobre qu'au vu des derniers actes de violence dans le pays, les citoyens craignaient de participer à la vie politique. Par ailleurs la confiance que devrait inspirer le processus électoral est battue en brèche par une réalité violente.

#### LE GOUVERNEMENT RECUSE LES DENONCIATIONS

Le Chancelier Fernando Andrade a rejeté, le 26 octobre, les accusations prononcées par les parlementaires britanniques Lord Avebury et Anthony Lloyds, à savoir que "les militaires guatémaltèques ont transformé le pays en une nation de veuves et d'orphelins".

Andrade, quant à lui, estime que les opinions défavorables au Guatemala sont le fait de personnes "mal intentionnées, de parti pris et aux critères négatifs".

#### L'ONU INVITE INSTAMMENT A LA SIGNATURE DE L'ACTE DE PAIX

La 39<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'ONU a prié instamment les 5 pays centre-américains d'accélérer les négociations en vue d'aboutir à la signature de l'Acte de Paix proposé par le groupe Contadora. Les Etats du monde entier ont été conviés à respecter les propositions et les engagements contenus dans cet Acte.

### ECONOMIE

#### ANNULATION D'UN PRET

Le 30 octobre, le vice-ministre de l'économie, Cesar Alcides Soto, a fait savoir que l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel -ONUDI- a annulé un prêt destiné au Guatemala de plus de 2 millions de dollars que le gouvernement réservait pour le financement des "bourgades modèles".

En août dernier, la sous-commission pour la Prévention des Discriminations et la Protection des Minorités de l'ONU a dénoncé la responsabilité du gouvernement guatémaltèque dans le "déplacement des populations indigènes rurales et leur confinement dans des bourgades militarisées (bourgades modèles)" comme étant "une violation des droits de liberté de résidence et de circulation".

#### CHAOS AU SEIN DU SECTEUR TOURISTIQUE

La Chambre de Tourisme, dans un communiqué de presse daté du 26 octobre, signale que la violence politique et les mises en garde de nombreux gouvernements contre les risques encourus par les touristes qui s'aventureraient au Guatemala sont à l'origine du chaos où se trouve plongée, l'entreprise touristique nationale.

Le 29 octobre, le journal Prensa Libre (Presse Libre) faisait référence à la situation en prévoyant pour 1985 une détérioration du secteur touristique et en mettant en exergue que depuis cinq ans on enregistre une perte d'emploi pour 27 000 personnes dûe à la crise du secteur.

#### LES DEMARCHES DU FMI SE SOLDENT PAR UN ECHEC

Le ministre des finances, le Colonel Leonardo Figueroa Villate, a admis le 26 octobre que le Guatemala ne répondait pas encore aux exigences du Fonds Monétaire International -FMI- pour l'obtention du dégel des 60 millions de dollars attendus par le pays. Cet aveu s'inscrit dans les commentaires apportés par le ministre lors de l'échec des démarches entreprises par le gouvernement auprès du Fonds.

Le FMI, qui en septembre avait octroyé un prêt de 120 millions, a suspendu le versement au mois de mai dernier, alors qu'il restait à effectuer un virement de 60 millions. Cette décision découle du non-respect par le régime militaire des accords passés avec cette institution de crédit.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### 20 000 PAYSANS DANS DES BOURGADES MILITARISEES

Le porte-parole militaire, le Colonel Hector Rosales Salaverria, a déclaré le 29 octobre que plus de 19 000 paysans guatémaltèques se trouvaient dans des "bourgades modèles" au nord-ouest du pays.

Le Colonel Rosales a précisé qu'il existait actuellement 44 bourgades militarisées de ce type, dont certaines encore en voie de construction et il a annoncé la création future de bourgades supplémentaires dans le cadre de ce qu'il a qualifié de " plan de développement gouvernemental pour la campagne guatémaltèque".

##### DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS SONT PREVUS POUR LA POLICE

Le 26 octobre, le chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, après une réunion tenue avec les responsables de la police et de l'armée, a convenu d'augmenter le budget de la Police Nationale afin de pourvoir à l'achat de nouveaux équipements de guerre et de permettre un renforcement du personnel spécialisé.

Le directeur de la Police Nationale, si l'on en juge par le commentaire qu'il a apporté à cette décision gouvernementale, estime "qu'il faut augmenter les activités de surveillance et de contrôle de la population si l'on veut venir à bout de la délinquance" (dixit le Colonel Hector Bol de la Cruz).

#### INSURRECTION

##### COMBATS DANS LES ZONES OU OPERE L'ORPA

Au cours de la dernière semaine d'octobre, des millieux de presse ont signalé des confrontations opposant l'armée et l'insurrection dans les départements de San Marcos, Suchitepequez et Santa Rosa, à l'ouest, au sud et à l'est du pays respectivement. Ces départements correspondent à des zones où opèrent les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-.

Un bulletin de l'ORPA, rendu public le 30 octobre, signale que le 24 du même mois leurs forces durent livrer combat et qu'elles tendirent une embuscade à une Compagnie de l'armée (quelques 175 soldats) dans les montagnes de San Pedro Sacatepequez, San Marcos, où elles ont occasionné 12 pertes pour les forces gouvernementales, morts et blessés inclus.

##### ACTIONS MENEES PAR L'EGP

Un bulletin de l'insurrection, divulgué le 30 octobre, relate que le 15 octobre, dans les villages de Viconosib et Vicoxo, dans la municipalité de Nebaj, au nord-ouest, dans le département de El Quiché, les forces de l'Armée de Guérilla des Pauvres -EGP- ont attaqué les troupes gouvernementales alors que ces dernières étaient en train de saccager les cultures du village. L'EGP réussit à infliger 3 pertes à l'ennemi.

L'EGP signale de plus que ses unités ont livré bataille contre l'armée dans la zone de El Poligono, le 21 octobre, ayant pour résultat d'infliger 3 autres pertes à l'armée régulière. Selon le même bulletin, les troupes gouvernementales, épaulées par l'aviation ont entrepris de détruire les cultures des paysans dans le Nebaj, depuis le 20 octobre, et qu'un avion A-34B aurait été vu bombardant la population le 24 octobre dernier.

DROITS DE L'HOMME

CDHG : POUR LA SUPPRESSION DES PRISONS CLANDESTINES

La Commission des Droits de l'Homme de Guatémala -CDHG- a demandé au régime militaire de mettre fin à la pratique des disparitions forcées, de fournir des éclaircissements sur le sort des détenus et des disparus et, enfin, de respecter les Droits de l'Homme en général.

Le CDHG a le 30 octobre par le biais de la presse, exigé la suppression des prisons clandestines qui existent dans le pays, la fin des tortures et elle a prié instamment le régime à signer un Accord de Siège avec la Croix Rouge Internationale afin que cette institution supervise le démantèlement de ces prisons clandestines.

MENACES DE MORT A L'ENCONTRE D'UNIVERSITAIRES

Le Recteur de l'Université de San Carlos, Docteur Eduardo Meyer, a déclaré, le 29 octobre, que plusieurs membres du Conseil Supérieur Universitaire avaient reçu des menaces de mort depuis plusieurs mois. Les millieux de la presse estiment que les membres de la communauté universitaire sequestrés ou assassinés au cours de l'année atteignent le nombre de 70 personnes.

OPERATIONS DE SIEGE ET DE CONTROLE

Les dirigeants du Parti Guatémaltèque du Travail, noyau de Direction Nationale, ont dénoncé les opérations d'encercllement et de fouille effectuées par le régime militaire contre les bourgades paysannes et les centres agro-industriels du travail, dans les départements de Chimaltenengo et Escuintla, respectivement, au sud et au centre du pays.

DROIT D'ADMISSION POUR LES ORGANISMES HUMANITAIRES

L'émission radio locale, le "Guatémala Flash" a signalé, le 26 octobre, que la population avoisinant le département de El Quiché, au nord-ouest, a demandé l'admission urgente dans le pays d'organismes internationaux, défenseurs des Droits de l'Homme, pour qu'ils constatent de visu des violations commises par les forces gouvernementales contre la population paysanne.

LE GOUVERNEMENT REJETTE LA PETITION DE LA CDHG

Le ministre de l'Intérieur, Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, a rejeté le 31 octobre, la pétition de la Commission des Droits de l'Homme de Guatémala relative à une demande d'éclaircissements sur le sort des détenus et des disparus, et nie l'existence de prisons clandestines dans le pays.

Lopez Sandoval affirma que la police n'a aucune responsabilité dans le fonctionnement de centres clandestins de détention et qu'en ce qui concerne l'armée, il incombe à ses hauts-responsables de démentir ou non de telles accusations.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX